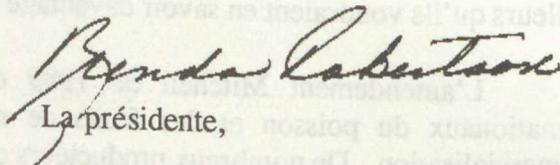


de certains transformateurs et conditionneurs de l'Atlantique, qui viennent de créer la Canadian Atlantic Lobster Promotion Association (Association canadienne de promotion du homard de l'Atlantique), constitue, à notre avis, un progrès significatif.

Les problèmes de l'industrie du homard au Canada ne datent pas d'hier. En 1928, par exemple, la Commission royale chargée de l'investigation relative aux pêches propres aux provinces Maritimes et aux Îles-de-la-Madeleine faisait remarquer, dans son rapport, "qu'il n'existait pas suffisamment d'entente mutuelle" au sein de l'industrie, "soit en ce qui regarde l'uniformisation ou [la] normalisation des articles, soit en ce qui a trait aux procédés de vente et d'expédition"; on ajoutait "qu'ils [les fabricants de conserves et négociants] pourraient remporter de meilleurs résultats, s'ils parvenaient à s'entendre sur l'institution d'un régime coopératif de vente" et que, "jusqu'à présent, les exploitants se sont montrés d'une indifférence surprenante à cet égard".

La même Commission signalait que "le marché restera toujours assujéti aux exigences des consommateurs quant à la nature et à la qualité des articles alimentaires". Ces remarques, qui remontent à plus de 60 ans, résument étonnamment bien un grand nombre d'opinions exprimées lors des audiences du Comité.

Nous avons vivement apprécié l'intérêt manifesté par les témoins pour notre étude. Grâce à un questionnaire envoyé durant l'automne 1990 à plus de 100 conditionneurs et transformateurs de homard enregistrés auprès du ministère des Pêches et Océans, nous avons pu bénéficier de leurs opinions en même temps que d'informations sur leurs activités. Le Comité voudrait enfin exprimer sa gratitude au personnel de soutien qui l'a épaulé tout au long de ses travaux : Blair Armitage et Denis Robert, greffiers du Comité, Claude Emery, attaché de recherche, Bibliothèque du Parlement, et Jane Hamilton, agente d'administration et de recherche pour le Comité. Le Comité ne prétend pas présenter des solutions définitives, mais veut plutôt attirer l'attention sur les questions les plus importantes et avancer certaines propositions qui pourraient s'avérer utiles.



La présidente,

Brenda M. Robertson